



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



UAM
Universidad Autónoma
de Madrid



AMENET WORKING PAPERS

ISSN 2695-8759

AMENET Working Paper #2020/01

LA PREVENTION DES CONFLITS EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

A L'ÉPREUVE DE LA "BONNE GOUVERNANCE"¹

Youssef BEN ALI ²

Edited by:

"The European Union, Mediterranean and Africa Integration in the global age" (AMENET),
Jean-Monnet Network, 599794-EPP-1-2018-1-ES-EPPJMO-Network, Madrid (Spain)

E-mail: amenet@uam.es

URL: <https://www.amenet.eu/amenet-working-papers/>

Web: www.amenet.eu

NOTE: This project has been funded with support from the European Commission. This publication reflects the views only of the author, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

¹ Paper presented at the First AMENET International Congress, held at the Abdelmalek Essaâdi University in Tangier, Morocco, on November 14 - 15, 2019. Project 599794-EPP-1-2018-1-ES-EPPJMO-NETWORK, "The European Union, Mediterranean, and Africa Integration in the Global Age" (AMENET).

² Contact email: youssefben21@gmail.com

TITRE :

**LA PREVENTION DES CONFLITS EN AFRIQUE
SUBSAHARIENNE A L'EPREUVE DE LA "BONNE
GOUVERNANCE"**

- **Auteur :** BEN ALI, Youssef
- **Qualité :** Doctorant chercheur en Droit Public et Sciences Politiques.
- **Appartenance :** Université Cadi Ayyad - Faculté des Sciences Juridiques,
Economiques et Sociales – Marrakech – Maroc.
- **Adresse E-mail :** youssefben21@gmail.com

❖ **RESUME** :

Le présent travail tentera de susciter une réflexion critique sur les éléments qui font de la "bonne gouvernance" un outil indispensable pour prévenir les conflits en Afrique Subsaharienne. Une telle région se caractérise par des troubles résultés, entre autres, de la mauvaise gouvernance. Quant à l'approche envisagée, pour répondre aux enjeux que présente cet article, est celle de la Banque Mondiale³ à travers ses indicateurs composites, et qui sont les plus complets actuellement couvrant presque 200 pays. En outre, et dans un souci d'illustrer les différentes analyses, il nous semble judicieux d'opter pour la méthode d'une «comparaison intégrée»⁴. En dernière analyse, la "bonne gouvernance" est un paramètre important de prévention des conflits en Afrique Subsaharienne. Néanmoins, il demeure insuffisant pour créer une stabilité durable dans cette région du monde.

Mots clés : "Bonne Gouvernance", Conflits, prévention, Afrique Subsaharienne, Banque Mondiale.

❖ **ABSTRACT** :

The present work will attempt to provoke a critical reflection on the elements that make "good governance" an crucial tool for preventing conflicts in Sub-Saharan Africa. This geographical area is characterized by disturbances resulting, among others, from poor governance As for the approach envisaged, to meet the challenges presented in this article, is that of the World Bank through its composite indicators, which are the most comprehensive currently covering almost 200 countries. In addition, and in order to illustrate the different analyses, it seems to us wise to opt for the method of an "integrated comparison". Finally, "good governance" is an important parameter for conflict prevention in sub-Saharan Africa. Nevertheless, it remains insufficient to create lasting stability in this region of the world

Key Words: "Good Governance", Conflicts, prevention, Sub-Saharan Africa, World Bank.

³ La Banque Mondiale est un organisme qui adopte une vision économique basée sur la croissance comme moteur de développement. La croissance se manifeste, selon cette institution mondiale, au sens du bien être matériel qui touche directement la vie quotidienne du citoyen. Les indicateurs composites de l'évaluation de la gouvernance fournis par la banque mondiale sont disponible sur : www.govindicators.org

⁴ Selon GROSSER A. : «La comparaison la plus sérieuse, la plus enrichissante n'est pas celle qui consiste, même à partir d'une interrogation commune, à tirer quelques conclusions d'analyses juxtaposées des éléments à comparer. L'idéal est d'épouser les articulations de la réflexion d'ensemble appliquée globalement aux divers pays». Voir : GROSSER A. (1976), *Les politiques extérieures européennes dans la crise*, Presses de la FNSP, Paris, p. 10

STRUCTURE DU PAPIER : PLAN

❖ **INTRODUCTION.**

❖ **DEVELOPPEMENT.**

PARTIE I / LA BANQUE MONDIALE ET L'EVALUATION DE LA "BONNE GOUVERNANCE" EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE:

- **CHAPITRE 1 - GOVERNANCE MATTERS : LA METHODE D'ANALYSE DE LA BANQUE MONDIALE.**
- **CHAPITRE 2 - LES INDICATEURS DE LA GOUVERNANCE ET LA STABILITE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE.**

PARTIE II / INTERDEPENDANCE ENTRE LA "BONNE GOUVERNANCE", LE DEVELOPPEMENT ET LA STABILITE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE :

- **CHAPITRE 1: LA GOUVERNANCE ECONOMIQUE ET LA PAIX EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE.**
- **CHAPITRE 2 : DEMOCRATIE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE.**

❖ **CONCLUSIONS.**

❖ **REFERENCES.**

INTRODUCTION.

Les mutations de la fin du siècle dernier, qui restent en concomitance avec la mondialisation et le chamboulement dans la nature des Relations Internationales, se sont traduites par un intérêt croissant pour les questions de la gouvernance et les problématiques qui en gravitent autour. En effet, depuis les années 1990, la sécurité individuelle a pris une place importante dans les préoccupations des Etats en s'intéressant, de plus en plus, au bien être humain et à sa sécurité par préférence à la sécurité étatique.

Dés lors, la gouvernance a pris un nouvel élan dans les débats scientifiques et académiques en Afrique Subsaharienne, surtout avec la résurgence des conflits internes après les échecs des Politiques d'Ajustements Structurels (PAS) dans ce continent. Cette nouvelle donne a interrompu toute tentative de développement et d'épanouissement social dans cette région du monde.

Historiquement parlant, la Banque Mondiale avait fait usage du concept de la gouvernance pour la première fois dans son rapport sur l'Afrique Subsaharienne de 1989⁵. Elle le considère ainsi comme une manière d'exercice du pouvoir, dans la gestion des ressources économiques et sociales, afin d'assurer un développement soutenu dans un pays donné. A cet effet, et face aux attentes croissantes en matière de gouvernance et la nécessité d'éléments permettant de mesurer les divers aspects de la démocratie, la participation citoyenne, le respect des droits de l'Homme et de la gouvernance, la Banque Mondiale a soutenu une série de travaux autour de la question de l'évaluation des scores de la gouvernance. Ces indicateurs permettent de donner à la communauté internationale une vision globale sur les stratégies engagées au profit des pays, surtout ceux de l'Afrique Subsaharienne, dont l'objectif ultime est de réaliser un développement durable et d'atténuer l'ampleur des conflits dans cette région la plus agitée du monde.

Notre article tente de trouver des éléments de réponse à la problématique suivante : Quelle relation existe-t-elle entre la "bonne gouvernance", le développement économique et la prévention des conflits en Afrique Subsaharienne ?

Pour ce faire, seront vues successivement la Banque Mondiale et l'évaluation de la "bonne gouvernance" en Afrique Subsaharienne en **(partie I)**, avant de traiter l'interdépendance entre

⁵ Voir : Worldbank (1989), Sub-saharan Africa: From Crisis to Sustainable Growth, Washington, pp. 61-192.

la "bonne gouvernance", le développement et la stabilité en Afrique Subsaharienne en (**partie II**).

DEVELOPPEMENT.

PARTIE I / LA BANQUE MONDIALE ET L'EVALUATION DE LA "BONNE GOUVERNANCE" EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE:

L'institut de la Banque Mondiale a élaboré des indicateurs de mesure de la gouvernance qui sont largement utilisés et consultés par les universitaires, les organisations internationales et le secteur privé. Ces indicateurs de la gouvernance intitulés «Governance Matters» nécessitent un éclaircissement davantage (**Chapitre 1**), avant de déterminer leurs impacts sur la stabilité en Afrique Subsaharienne (**Chapitre 2**).

CHAPITRE 1 - GOVERNANCE MATTERS : LA METHODE D'ANALYSE DE LA BANQUE MONDIALE :

Depuis plusieurs années, la Banque Mondiale a développé des indicateurs de l'évaluation de la gouvernance qui traduisent l'anxiété de la communauté internationale à la question du développement économique, gage de toute stabilité en Afrique Subsaharienne. Pour ce faire, l'accent a été mis par la Banque Mondiale sur l'efficacité de l'action publique des Etats de l'Afrique Subsaharienne dans un cadre institutionnel.

Au demeurant, les pays de l'Afrique Subsaharienne ont engagé plusieurs reformes grâce à une conscience partagée entre les différents acteurs (secteur privé, société civile, dirigeants...), de la nécessité d'opérationnaliser la "bonne gouvernance" et de lutter contre toute forme d'entrave à la bonne gestion de l'action étatique, telle que la corruption. L'objectif primordial était de, garantir un développement soutenu qui hypothèque une stabilité durable en Afrique Subsaharienne, lutter contre la précarité et atténuer les différents conflits qui peuvent y surgir.

Dans le même ordre d'idées, la Banque Mondiale est le principal organisme qui diffuse et élabore les critères d'évaluation de la "bonne gouvernance". Elle fournit périodiquement des évaluations en la matière couvrant plus de 200 pays. Le projet d'évaluation de la "bonne gouvernance" élaboré par la banque mondiale s'intitule «Governance Matters 1996-2017». Ce projet se fonde sur 276 variables mesurant des perceptions de la gouvernance, produit par 25

organisations (Freedom House, le Forum économique mondial, les enquêtes de Gallup, Afrobaromètre, les enquêtes sur les performances des entreprises...). Les résultats se sont tirés de 35 sources de données différentes.

Force alors est de constater, que ces indicateurs livrés par la banque mondiale sont les plus complets actuellement, dont les données sont disponibles sur le site de la banque mondiale sur : (www.govindicators.org).

Les six indicateurs⁶ composites qui mesurent chacun des aspects de la gouvernance sont :

- Voix citoyenne et responsabilité ;
- Stabilité politique et absence de violence ;
- Efficacité du gouvernement ;
- Qualité de la régulation ;
- Etat de droit ;
- Contrôle de la corruption.

Les variations des indicateurs de «Governance Matters» sont de -2, 50 à +2, 50 (les valeurs élevées signalent une qualité supérieure de gouvernance ou l'inverse).

CHAPITRE 2 - LES INDICATEURS DE LA GOUVERNANCE ET LA STABILITE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE :

La Banque Mondiale définit la gouvernance comme étant⁷ « [un outil qui] comprend les traditions et les institutions par lesquelles l'autorité d'un pays est exercée. Cela inclut le processus par lequel les gouvernements sont sélectionnés, contrôlés et remplacés, la capacité du gouvernement à formuler et à mettre en œuvre efficacement des politiques saines, et le respect des citoyens et de l'État pour les institutions qui régissent les interactions économiques et sociales entre eux»⁸.

⁶ Voir <http://info.worldbank.org/governance/wgi/index.aspx#home>

⁷ La définition originale de la gouvernance en anglais sur le site de la banque mondiale : « Governance consists of the traditions and institutions by which authority in a country is exercised. This includes the process by which governments are selected, monitored and replaced; the capacity of the government to effectively formulate and implement sound policies; and the respect of citizens and the state for the institutions that govern economic and social interactions among them».

⁸ Voir le site de la Banque Mondiale (What is Governance?).
in : <http://info.worldbank.org/governance/wgi/index.aspx#home>

Le projet de gouvernance de la Banque Mondiale «Governance Matters 1996-2017» regroupe des indicateurs individuels et globaux, couvrant plus de 200 pays sur la période de 1996-2017. Les six dimensions de la gouvernance sont :

1) Voix citoyenne et responsabilité :

Cet indicateur représente le degré d'implication des citoyens dans le choix de leurs dirigeants, la liberté de presse⁹ et les médias et la faculté de jouissance des droits politiques et civiles.

Quant à cette variable (voix citoyenne et responsabilité)¹⁰, les pays pacifiques de l'Afrique Subsaharienne affichent des valeurs positives allant de (+ 0.79) pour le Maurice, jusqu'au (+0.21) pour la Sierra Leone). Au contraire, les pays qui connaissent une instabilité et des troubles enregistrent des valeurs négatives à l'image de la République centrafricaine (-1.11).

2) Stabilité politique et absence de violence :

Cette variable représente la possibilité pour un régime d'être renversé par des moyens non démocratiques et violents, tel que les coups d'Etat.

En effet, les pays pacifiques et stables ont des valeurs positives (+1.03) pour le Botswana. Au Contraire, les pays fortement instables affichent des valeurs négatives de cet indicateur.

3) Efficacité du gouvernement :

Cette variable indique le degré de l'efficacité et la qualité des prestations des services offerts aux citoyens, la responsabilité du gouvernement et l'indépendance des fonctionnaires.

En effet, les pays pacifiques de l'Afrique Subsaharienne enregistrent une valeur élevée en termes d'efficacité de leurs gouvernements : Maurice (+0.90), Botswana (+0.43).

A l'inverse, les pays instables affichent des taux faibles d'efficacité de leurs gouvernements : république centrafricaine (-1.77), RDC (-1.66). Cela pourrait être expliqué par la dégradation des prestations des services publics dans ces pays.

⁹ Selon l'édition (2019) de Reporters Sans Frontières (RSF) de la liberté de la presse, le classement mondial annuel de (2019) des 10 premiers pays de l'Afrique Subsaharienne était comme suit : **1-** Namibie (23), **2-** Cap-Vert (25), **3-** Ghana (27), **4-** Afrique du Sud (31), **5-** Burkina Faso (36), **6-** Botswana (44), **7-** Sénégal (49), **8-** Madagascar (54), **9-** Comores (56), **10-** Maurice (58).

¹⁰ Voir le Score de la gouvernance sur : <http://info.worldbank.org/governance/wgi/index.aspx#reports>

Dans la même optique, on admet que les pays fortement instables de l’Afrique Subsaharienne (RCA, RDC) enregistrent un taux élevé de corruption avec une nette dégradation des services publics, et cela explique l’inefficacité de leurs gouvernements. La Sierra Leone connaît une faible efficacité du gouvernement avec un taux de corruption très élevé (161^{ème} position). Néanmoins, elle est parmi les pays pacifiques de l’Afrique Subsaharienne ce qui permet de parler d’une sorte de sécurité du régime et non pas celle de l’Etat¹¹.

TABLEAU N° 1 : L’ACCESSION AU POUVOIR AU SIERRA LEONE.

Chef d’Etat	Mandat	Type d’accession au poste
Yahya Kanu	1992 (29 Avril)- 1992(30 Avril)	militaire (29 avril)
Valentine Esegbo Strasser	1992 (1 Mai) - 1992 (juillet)	militaire (1 mai)
Valentine Esegbo Strasser	1992 (Juillet) 1996 (17 Janvier)	militaire (juillet)
Julius Maada Bio	1996 (17 Janvier) - 1996 (29 Mars)	militaire (17 janvier)
Ahmad Tejan Kabbah	1996 (29 Mars)- 1997 (25 Mai)	Non défini
Johnny Paul Koroma	1997 (25 Mai) – 1998 (12 Février)	Autoritaire ou militaire (25 mai)
Ahmad Tejan Kabbah	1998 (10 Mars) – 2002 (20 Mai)	Décision du chef d’Etat ou du parlement
Ahmad Tejan Kabbah	2002 (20 Mai) – 2007 (17 Septembre)	Décision du chef d’Etat ou du parlement (20 mai)
Ernest Bai Koroma	2007 (17 septembre) –	Décision du chef d’Etat ou du parlement (17 septembre)

¹¹ Dans ce type de régime, le maintien au pouvoir se fait par des pratiques non démocratiques dans la mesure où la sécurité du régime prime sur la stabilité politique ou des citoyens. D’où la nécessité de distinguer entre la sécurité des citoyens et la stabilité du régime / de l’Etat.

	2012 (23 Novembre)	parlement
Ernest Bai Koroma	2012 (23 novembre) – 2018 (4 Avril)	Décision du chef d'Etat ou du parlement (23 novembre)
Julius Maada Bio	2018 (4 Avril) -	Décision du chef d'Etat ou du parlement (4 avril)

Source : Perspective Monde, Outil pédagogique des grandes tendances mondiales depuis 1945, Jean- Herman GUAY (sous la Dir.), disponible sur : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMGvt?codePays=SLE&ani=1961&moi=1&anf=2014&mof=1> (consulté le 02/07/2019).

4) Qualité de la régulation :

La qualité de la régulation / réglementation indique «les perceptions de la capacité du gouvernement à formuler et à mettre en œuvre efficacement des politiques et réglementations permettent de favoriser le développement du secteur privé. Les scores de performance sont distribués de 0 à 100. Le score le plus élevé traduit la meilleure situation»¹².

TABLEAU N° 2 : QUALITE DE REGLEMENTATION EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE.

Région de l'Afrique	Score de la qualité de réglementation ¹³
Afrique de l'Est	53/100
Afrique de l'Ouest	50/100
Afrique Australe	55/ 100
Afrique Centrale	35/100

Source : Qualité de réglementation selon la Banque Mondiale disponible in : <https://competitivite.ferdi.fr/indicateurs/qualite-de-la-reglementation> (consulté le 05/07/2019).

D'après ce tableau, on constate que la région la plus stable de l'Afrique (Afrique australe) connaît un score élevé de la qualité de réglementation. Néanmoins, la région la plus agitée de

¹² La Banque Mondiale, Worldwide Governance Indicators 2016 (WGI).

¹³ Les données de 2016.

l’Afrique (Afrique centrale) connaît un taux faible de qualité de réglementation. A cet égard, les pays fortement instables devraient mettre en place des réformes réglementaires touchant des domaines différents (administration, fiscalité, finance), cela permettra inéluctablement d’encourager l’investissement et le secteur privé afin d’assurer le développement économique, considéré comme gage de la stabilité politique et sociale.

5) Etat de droit :

Selon le secrétaire général des Nations Unis dans un rapport de 2004 du conseil de sécurité : « l’état de droit est un principe de gouvernance. Il constitue également un aspect fondamental de la consolidation de la paix et des efforts connexes d’établissement d’institutions de justice pénale efficace et crédibles »¹⁴.

6) Contrôle de la corruption :

Depuis 1995, Transparency International publie chaque année un indice de perception de la corruption. Cet indicateur est largement utilisé par les grandes institutions internationales (Banque Mondiale, FMI, OCDE...) couvrant presque 180 pays. Le classement mondial des pays selon le (CPI) démontre que la majorité des pays de l’Afrique Subsaharienne se considèrent comme les plus corrompus au monde.

TABLEAU N° 3 : CLASSEMENT DES PAYS DE L’AFRIQUE SUBSAHARIENNE EN MATIERE DE LA CORRUPTION.

Pays	Indice de perception de la corruption (CPI)
Botswana	34
Cap vert	48
Maurice	54
Sénégal	66
Afrique de Sud	71
Burkina Faso	74

¹⁴ Indicateur de l’état de droit des Nations Unis (Juin 2012), **Guide d’application et outils de gestion de projet**, New York, première édition, p. 5

Comores	148
Guinée	148
Cameroun	153
Mozambique	153
République centrafricaine	156
Burundi	157
Congo	161
République démocratique du Congo	161
Tchad	165
Érythrée	165
Angola	167
Guinée équatoriale	171
Guinée Bissau	171
Soudan	175
Soudan de sud	179
Somalie	180

Source : Transparency International, Corruption Perceptions Index (CPI) 2017,
in : www.transparency.org

D'après ce tableau du classement des pays d'Afrique Subsaharienne en matière de corruption à l'échelle internationale, l'on constate que 23 pays de cette région figurent parmi les 29 pays où la corruption est chronique. La corruption a des retombées négatives sur le développement et la stabilité en Afrique Subsaharienne. Or, les dirigeants africains recourent à des pratiques antipodes aux règles démocratiques (corruption, favoritisme, clientélisme...) pour gagner justement la loyauté politique¹⁵ des différentes ethnies, en favorisant un groupe choisi au détriment d'un autre.

¹⁵ Le détournement de fonds publics, le favoritisme politique et le clientélisme, sont des crimes énoncés dans la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, et dans la Convention des Nations Unies contre la corruption. Pour le cas de la corruption en Afrique, le dirigeant cumule une richesse personnelle déloyalement au détriment du bien-être de sa population. Pour y arriver, il faut assurer un contrôle quasi total des pouvoirs politiques de son pays. Une portion de la richesse accumulée par le biais de la corruption, sert à acheter la loyauté de ceux qui aideront le dirigeant à rester au pouvoir. Voir rapport sur la gouvernance en

En dernière analyse, la démocratie est un remède inéluctable pour une meilleure prévention des conflits en Afrique Subsaharienne. Elle permet non seulement d'enraciner la culture de paix dans un pays donné, mais elle permet aussi d'assurer l'efficacité des mesures prises pour un développement économique inclusif, loin de toute sorte d'entrave à sa réalisation telle que la corruption.

PARTIE II / INTERDEPENDANCE ENTRE LA "BONNE GOUVERNANCE", LE DEVELOPPEMENT ET LA STABILITE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE :

Dans la présente partie, l'accent sera mis sur une comparaison des scores de la gouvernance à partir des bases des données des travaux de la Banque Mondiale. Cela nous amène à mesurer la gouvernance économique en Afrique Subsaharienne (**chapitre1**), avant de mettre en exergue l'apport de la démocratie et le développement économique dans la stabilité en Afrique Subsaharienne (**chapitre 2**).

▪ CHAPITRE 1 : LA GOUVERNANCE ECONOMIQUE ET LA PAIX EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE :

La Banque Mondiale est l'un des organismes qui mettent l'accent sur le développement de la gouvernance économique. En effet, le développement économique occupe une place de choix dans les stratégies et les orientations de la banque mondiale vis-à-vis des pays demandeurs de l'assistance de ladite banque.

De ce fait, la banque mondiale a élaboré des recherches en la matière visant à évaluer et développer la gouvernance économique surtout dans des pays à faible / moyen revenu de l'Afrique Subsaharienne. A cet effet, les travaux de recherches de la banque mondiale regroupés par Daniel Kaufmann, Massimo Mastruzzi et Aart Kraay, intitulés (projet de recherche «Governance Matters 1996-2017») représentent la dernière version mis à jours de la banque mondiale en matière d'évaluation de la gouvernance à la base des indicateurs agrégés.

Pour ce faire, nous allons procéder à une comparaison des scores des la gouvernance entre les pays pacifiques de l'Afrique Subsaharienne (Sierra Leone, Tanzanie, Botswana, Namibie,

Afrique (2016), « Mesurer la corruption en Afrique : prendre en compte la dimension internationale », Nations Unis, Commission économique pour l'Afrique, p. 18.

Ghana, Maurice) et les pays fortement instables de cette zone (la république centrafricaine et la république démocratique du Congo (RDC)).

TABLEAU N° 4 : LES SCORES DE LA GOUVERNANCE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE (2017).¹⁶

Pays	Voix citoyenne et responsabilité	stabilité politique et absence de violence	Efficacité du gouvernement	Qualité de la régulation	Etat de droit	Contrôle de la corruption
Maurice	+ 0.79	+0.99	+0.90	+1.00	+0.68	+0.20
Botswana	+ 0.38	+1.03	+0.43	+0.46	+0.51	+0.80
Sierra Leone	+0.21	+0.03	-1.21	-0.92	-0.71	-0.59
Ghana	+ 0.59	+0.09	-0.11	-0.14	+0.13	-0.23
Namibie	+ 0.55	+0.65	+0.20	-0.19	+0.24	+0.32
Tanzanie	- 0.29	-0.58	-0.63	-0.58	-0.45	-0.48

¹⁶ Les scores de la gouvernance exprimés sur une échelle allant de -2, 50 à +2, 50. Le chiffre le plus élevé exprime une perception plus favorable, que le chiffre le plus bas.

Pays	Voix	stabilité	Efficacité du	Qualité de la	Etat	Contrôle
Fortement	citoyenne et	politique	gouvernement	régulation	de	de la
instables	responsabilité	et			droit	corruption
de		absence				
l'Afrique		de				
Sub.		violence				
R.D.C	-1.44	-2.30	-1.63	-1.47	-1.69	-1.42
République	-1.11	-1.94	-1.77	-1.48	-1.73	- 1.17
centrafricaine						

Source : Institut de la Banque mondiale, in : <http://info.worldbank.org/governance/wgi/index.aspx#reports>

D'après les tableaux ci-dessus, les pays stables de l'Afrique Subsaharienne enregistrent un score positif de gouvernance dans les six indicateurs évoqués, contrairement aux pays fortement instables dont le score de la gouvernance affiche une valeur négative.

TABLEAU N° 5 : PRODUIT INTERIEUR BRUT DE QUELQUES PAYS DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE.

Pays	Classement mondial selon Produit intérieur brut (PIB)
Afrique de Sud	31
Ghana	76
Tanzanie	83

RDC	96
République centrafricaine	182

**Source : Les données des PIB en Afrique proviennent du site de la Banque mondiale
(données de 2018)**

D'après le tableau au dessus, l'on constate que les pays de l'Afrique Subsaharienne ayant un niveau de développement économique élevé, connaissent une certaine stabilité et paix sociale (Afrique de Sud de l'Afrique australe). Tandis que les pays qui enregistrent un taux faible de croissance économique, connaissent un état des troubles et d'instabilité (la République Centrafricaine de l'Afrique centrale).

A cet effet, le développement économique dans un pays quelconque participe positivement au renforcement de la stabilité de ce pays. La "bonne gouvernance", à son tour, se considère comme un outil indispensable pour garantir l'essor économique des pays grâce à ses mécanismes de reddition des comptes, et le partage égalitaire des fruits de la richesse nationale sur l'ensemble des couches sociales surtout les plus démunies. D'où l'importance de la gouvernance économique dans l'instauration de la paix en Afrique Subsaharienne.

En dernière analyse, l'Afrique Subsaharienne se distingue par un déficit démocratique énorme, ce qui répercute négativement sur la situation de la stabilité des pays de cette région.

CHAPITRE 2 : DEMOCRATIE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE :

Certains auteurs soutiennent que la mise en place d'une réelle démocratie en Afrique Subsaharienne passe inéluctablement par l'instauration de la stabilité économique¹⁷.

En effet, l'Afrique Subsaharienne est plongée dans l'une des crises les plus profondes et les plus longues de l'histoire moderne. Cette crise a été phénoménalement dure, tragique et démoralisant. Mais cela a également été une expérience d'apprentissage pour les simples citoyens africains qui ont apparemment compris qu'ils devaient prendre leur destin en main et luttèrent pour une "seconde indépendance". Ils ont apparemment reconnu qu'ils ne pourraient pas échapper au sous-développement, tant que les politiques publiques menées par leurs dirigeants politiques ne reflètent plus l'expression de leur volonté démocratique et ne répondraient plus à leurs besoins sociaux.

Certes, la démocratie pour l'Afrique Subsaharienne est une nécessité pour mieux prévenir et réduire efficacement ses nombreux conflits. C'est une condition sine qua non pour stimuler la croissance économique et lutter contre les pratiques nuisibles à la bonne gestion de la chose publique notamment la corruption.

En guise de conclusion, la promotion de la culture de la paix en Afrique Subsaharienne est largement tributaire de la mise en œuvre des pratiques démocratique, sans perdre de vue la nécessité d'opérationnaliser des politiques économiques qui assurent une vie décente à l'ensemble de la population africaine.

¹⁷ Voir : - BARRY Mamadou A. (1997), *La prévention des conflits en Afrique de l'Ouest*, Ed. Karthala.

- BADIE B. (1992), *L'Etat importé. L'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Ed. Fayard, 334p.

CONCLUSION.

La "bonne gouvernance" est un outil indispensable pour tout développement et toute stabilité escomptée en Afrique Subsaharienne. Elle aide à l'amélioration des conditions de vie des citoyens à travers le renforcement du cadre macroéconomique, (cela ne se fait qu'après la lutte contre la pauvreté et rendre les cadres économiques et sociales au service d'un réel développement durable), la stimulation du rôle des élus locaux (à travers la mise en place d'une décentralisation rationnelle qui permet une réelle participation de l'ensemble de la population dans la prise des décisions qui leurs concernent, la garantie d'une justice sociale en respectant les droits de l'homme et l'accès à une justice opérationnelle et indépendante). La concrétisation de l'ensemble de ces principes ne peut se faire que lorsqu'on éradique les symptômes de la "mauvaise gouvernance", telle que la corruption.

Au terme de cette contribution, l'idée essentielle qui se dégage de ces développements consiste à repenser les systèmes de la gouvernance qui sont en quête d'une moralisation de la vie politique des pays de l'Afrique Subsaharienne, ce qui permettrait d'apaiser les situations de conflits qui régent dans cette zone du monde. Or, la mise en action de la "bonne gouvernance", comme un fer de lance de lutte contre l'instabilité en Afrique Subsaharienne, devrait s'attaquer inéluctablement à l'éradication de la fragilité générée par la "mauvaise gouvernance".

REFERENCES.

❖ OUVRAGES :

- ALIOU BARRY Mamadou (1997), *La prévention des conflits en Afrique de l'Ouest*, Ed. Karthala.
- BADIE Bernard (1992), *l'Etat importé. L'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard.
- GROSSER Alfred (1976), *Les politiques extérieures européennes dans la crise*, Presses de la FNSP, Paris.
- Nation Unis, Indicateur de l'état de droit des Nations Unis, *Guide d'application et outils de gestion de projet*, New York, première édition, Juin 2012.

❖ **RAPPORTS :**

- Rapport sur la gouvernance en Afrique (2016), « Mesurer la corruption en Afrique : prendre en compte la dimension internationale », Nations Unis, Commission économique pour l'Afrique.
- Worldbank, Sub-saharan Africa: From Crisis to Sustainable Growth, (1989), Washington.
- Banque Mondiale, Worldwide Governance Indicators 2016 (WGI).

❖ **WEBOGRAPHIE :**

- <http://info.worldbank.org/governance/wgi/index.aspx#home>
- www.govindicators.org